**Modèle d’arrêté portant autorisation d'occuper le domaine public communal pour l'exercice d’une activité sportive**

La Commune de [xxxxxxxxxxx]

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L.2122-1 et L.2125-1 ;

*Vu la délibération du conseil municipal en date du ...... fixant les modalités d’occuper le domaine public communal ;*

*OU*

*Vu la délibération du conseil municipal en date du ...... donnant délégation au maire pour fixer les modalités d’occupation du domaine public communal*

Vu la demande en date du [xxxxxxxxxxx] par laquelle l’Association [xxxxxxxxxxx]. (*adresse*) sollicite l'autorisation d'occuper [xxxxxxxxxxx] (*indiquer le lieu ou la dépendance qui va être occupée*) en vue d'y organiser [xxxxxxxxxxx] (*préciser le type d’activité sportive organisée*).

**ARRETE**

**Article 1er**

L’Association [xxxxxxxxxxx] est autorisée à occuper ...... (*indiquer* *le lieu ou la dépendance qui va être occupée*) en vue de ...... (*préciser le type d’activité sportive organisée*).

Les horaires d’occupation sont les suivants :

* Le lundi de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures
* Le mardi de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures
* Le mercredi de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures
* Le jeudi de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures
* Le vendredi de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures
* Le samedi de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures
* Le dimanche de [xxxxxxxxxxx] à [xxxxxxxxxxx] heures

**Article 2**

La présente autorisation est effective à compter du [xxxxxxxxxxx] pour une année et sera renouvelable [xxx] fois tacitement.

**Article 3**

L’occupation est autorisée à titre gracieux.

**Article 4**

Dans le cadre de cette occupation, l’Association [xxxxxxxxxxx] s'engage à :

*NOTA : il convient de fixer ici les conditions d'utilisation du domaine public – par ex. : veiller à ne pas troubler la tranquillité publique en cas de diffusion de musique, ...) ou il peut être mis en place un règlement intérieur d’utilisation des installations sportives auquel le présent arrêté pourra faire référence. Il est précisé que s’agissant de dépendance du domaine public ouverte, les règles d’usages relèvent du pouvoir de police du maire.*

**Article 5**

L’Association [xxxxxxxxxxx] veillera à respecter les modalités d’occupation précisées à l’article 4 et notamment à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

En cas de dégradation ou de salissure, la Commune de [xxxxxxxxxxx] fera procéder aux travaux de remise en état des lieux aux frais exclusifs de l’Association [xxxxxxxxxxx].

En cas de non-respect des modalités d’occupation précisées à l’article 4, l’Association s’expose à un retrait de l’autorisation d’occupation.

**Article 6**

La présente autorisation est accordée à titre précaire et est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par L’Association [xxxxxxxxxxx] des obligations susvisées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

**Article 7**

MM. le Maire, le Directeur général des services communaux (*ou : le secrétaire de mairie*), le Commandant de la Brigade de gendarmerie, le Chef de la police municipale, ainsi que les agents habilités, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Notification sera faite à L’Association [xxxxxxxxxxx] et copie adressée à M. le Préfet (*ou : sous-préfet*)

Fait à [xxxxxxxxxxx], le [xxxxxxxxxxx]

Le maire

Délai et voies de recours : Le présent arrêté est susceptible d’un recours en annulation dans le délai de 2 mois suivant sa notification et son affichage en Mairie.

*NOTA : Un affichage est également recommandé sur le lieu de l’équipement.*

*Ce modèle d’arrêté a été réalisé en collaboration étroite avec le cabinet FIDAL SPORT.*